

PREFECTURE  
DE LA  
MOSELLE

METZ, le

*Référence à rappeler*

Direction de l'Administration  
Générale

3ème Bureau

Environnement

57034 METZ CEDEX

Tél : (87) 30.81.00

Poste : 4196

A R R E T E

n° 80-SM/DT-003

en date du 25

autorisant l'exploitation d'une carrière  
à ciel ouvert sur le territoire de la  
commune de WOIPPY

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le Code Minier, et notamment son article 106 modifié par la loi n° 70-1 du 2 janvier 1970 et par la loi n° 77-620 du 16 juin 1977,

Vu le décret n° 71-792 du 20 septembre 1971 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, et notamment ses articles 11 et 14,

Vu la demande présentée le 25 septembre 1972 par Monsieur Robert WALTER et Madame Monique RAUL, née WALTER, de nationalité française, agissant en tant que gérants au nom et pour le compte de la Société des SABLIERES WALTER Sarl, dont le siège social est 22, Route de la Briquerie à THIONVILLE, à l'effet d'être autorisés à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'agréats de Moselle sur le territoire de la commune de WOIPPY,

Vu les plans et renseignements joints à la demande précitée,

Vu les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire,

Vu l'avis de Monsieur l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Interdépartemental de l'Industrie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 76-AG/3-160 du 9 février 1976 portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection des captages d'eau de la ville de METZ,

## ARRETE :

Article 1.- La Société des SABLIERES WALTER Sarl, dont le siège social est 22, Route de la Briquerie à THIONVILLE, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert d'agréats de Moselle sur le territoire de la commune de WOIPPY, aux lieux-dits "Les Grandes Tappes" et "Les Petites Tappes", dans les limites des parcelles cadastrales des sections 27, 28, 31 et 32 qui figuraient sur le plan au 1/2 000<sup>e</sup> et l'état parcellaire qui se trouvaient joints à la demande, et dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

Toutefois, cette autorisation ne s'applique pas aux parties des terrains ci-dessus qui sont situés à moins de 150 mètres de la ligne des captages d'eau potable de METZ, et à moins de 50 mètres de la limite de l'Etang dit "de Saint Rémy".

Article 2.- L'autorisation porte sur des terrains dont la superficie totale susceptible d'être affectée à l'exploitation est de 32 hectares environ.

L'autorisation est accordée aux conditions définies dans la demande et ses annexes, ainsi qu'à celles du présent arrêté.

Article 3.- L'autorisation vaut pour une exploitation satisfaisant dans ses caractéristiques aux modalités ci-après énoncées :

- L'extraction aura lieu en eau par engins mécaniques terrestres.
- La production annuelle de la carrière sera d'au moins 50 000 tonnes de produits bruts, valeur moyenne sur trois années consécutives.
- L'exploitation sera menée sans rabattement de nappe.

Article 4.- La contribution de l'exploitant à l'entretien et à la remise en état des voiries départementales et communales reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales.

Article 5. - L'exploitation de la carrière visée par le présent arrêté restera par ailleurs soumise aux lois et règlements qui la concernent, et notamment aux dispositions du décret n° 72-645 du 4 juillet 1972 portant mesures d'ordre et de police relatives à l'exploitation des carrières, et à celles des décrets n° 54-321 du 15 mars 1954 et n° 64-1148 du 16 novembre 1964 sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert.

Si l'exploitant veut abandonner tout ou partie des travaux d'exploitation du gisement visé par la présente autorisation, il est tenu d'en faire deux mois au moins à l'avance la déclaration à l'Ingénieur en Chef des Mines en lui adressant le plan de travaux à abandonner et en précisant les mesures prises pour assurer notamment la sécurité du public et la protection des nappes aquifères.

Article 6. - Le titulaire de la présente autorisation doit faire élection en France d'un domicile où toutes notifications lui seront valablement faites par l'Administration.

Toute modification de l'adresse du domicile initialement déclaré doit être portée à la connaissance de la Préfecture du département.

Article 7. - L'exploitant doit porter à la connaissance de l'Ingénieur en Chef des Mines le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux.

A défaut l'exploitant s'il est une personne physique, ou son représentant si l'exploitant est une personne morale, sera réputé être personnellement chargé de la direction technique des travaux.

Le nombre et la qualification des agents préposés à la conduite, à la surveillance et à la direction technique des travaux devront répondre à la nature et à l'étendue de l'exploitation.

Article 8. - La remise en état des sols, tant au cours de l'exploitation qu'à l'issue de celle-ci devra être effectuée conformément aux engagements signés par le pétitionnaire tels qu'ils figurent au dossier de la demande, sans préjudice des mesures qui pourraient être imposées pour la protection des intérêts visés par les articles 83 à 85 du Code Minier.

En particulier, les dispositions suivantes devront être appliquées :

1) Les terres de découverte seront stockées à part et réutilisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux comme il est dit ci-après.

2) Sauf dans les zones en cours d'exploitation, le talutage des fronts de taille qu'ils soient en pleine terre ou qu'ils forment berges de plans d'eau, y compris ceux des flots délaissés, devra être dressé avec une pente n'excédant pas 30 degrés.

3) Au fur et à mesure de l'avancement des travaux les opérations ci-après devront être réalisées :

- a) nettoyage complet des abords comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, débris et détritiques divers,
- b) nivellement des terrains à proximité de l'excavation et réglage du sol avec les terres de découverte suivis d'un réengazonnement de ces terrains destiné à les restituer dans leur état initial,
- c) mise en place de terres végétales sur les pentes des talus suivie d'un engazonnement de ces pentes,
- d) plantation d'un rideau d'arbres le long de la RN 53.

Le réaménagement complet des sols effectué conformément aux prescriptions ci-dessus définies devra être achevé au plus tard six mois après l'arrêt de l'exploitation.

Article 9. - Pendant la durée de l'autorisation, le remblayage même partiel de l'excavation créée par les travaux est interdit sauf autorisation préalable de Monsieur l'Ingénieur en Chef des Mines. Il en est de même pour le dépôt de matériaux de toute nature.

La demande d'autorisation de remblayage est présentée par l'exploitant. Elle doit préciser la nature des matériaux à utiliser pour l'exécution de l'opération. Les matériaux ne doivent pas être susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux superficielles ou souterraines.

Article 10. - Le rejet dans les excavations créées par les travaux de matières susceptibles de polluer la nappe d'eau sous-jacente (hydrocarbures, huiles usées, etc.) est rigoureusement interdit.

Notamment les opérations de vidange, graissage et d'approvisionnement en carburant de tous les camions et engins de chantier devront s'effectuer sur des aires bétonnées étanches. Les eaux de lavage et de ruissellement de ces aires seront évacuées vers une fosse de décantation dans laquelle les déchets huileux pourront être récupérés en vue de leur destruction ou de leur régénération.

Les dépôts d'hydrocarbures de toute nature seront placés au-dessus de cuvettes de rétention bétonnées étanches, conçues d'une capacité suffisante pour éviter tout débordement.

Les installations sanitaires devront être reliées à une fosse septique qui sera périodiquement surveillée et vidangée si besoin est.

Toutes dispositions seront prises pour empêcher matériellement, à l'intérieur des zones d'emprunt, tout déversement accidentel ou sauvage de matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux de la nappe alluviale (ordures ménagères, déchets industriels, etc.).

L'accès de la carrière devra être rendu impossible aux personnes et véhicules étrangers à l'exploitation.

Article 11. - L'accès de toute zone dangereuse de l'exploitation devra être interdit par une clôture solide et efficace.

Le danger doit être signalé par des pancartes placées d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords de l'exploitation, d'autre part à proximité des zones clôturées visées à l'alinéa précédent.

En fin d'exploitation, la circulation des véhicules automobiles sur les voies d'accès normales aux excavations résultant des travaux sera matériellement interdite par l'installation d'obstacles infranchissables (bornes en béton, rails scellés, barrières, etc.). Les dispositifs utilisés à cet effet seront décrits dans la déclaration d'abandon prévue à l'article 5 du présent arrêté.

Article 12. - Les installations utilisées au broyage, concassage, criblage ou tamisage mécaniques des produits extraits sont soumises aux procédures d'autorisation préfectorale ou de déclaration prévues par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux Installations Classées pour la protection de l'environnement lorsqu'elles répondent aux caractéristiques fixées par la Nomenclature définissant lesdites installations.

Ces installations, qu'elles relèvent ou non de la Nomenclature ci-dessus visée, doivent être supprimées et les terrains sur lesquels elles étaient implantées restitués dans leur état initial au plus tard six mois après la date d'expiration de l'autorisation d'exploitation de la carrière, sauf si à cette date le renouvellement de l'autorisation a été accordé.

Article 13. - L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de vingt ans à compter de la date de parution du présent arrêté.

Elle l'est sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du permissionnaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

Elle pourra être retirée à tout moment, en application de l'article 20 du décret n° 71-792 du 20 septembre 1971 s'il est constaté que le titulaire de l'autorisation ne satisfait pas aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur ou des dispositions du présent arrêté.

Son renouvellement pourra être demandé. La demande de renouvellement devra être déposée au moins six mois avant l'expiration de l'autorisation en cours, suivant la procédure fixée par l'article 18 du décret n° 71-792 du 20 septembre 1971.

Article 14. - Le présent arrêté sera publié au Bulletin Officiel du département de la Moselle. Un extrait en sera inséré, aux frais du pétitionnaire, dans un journal du département, Edition de METZ, et affiché par les soins de Monsieur le Maire de la commune de WOIPPY.

Article 15.-

- Monsieur le Secrétaire Général de la Moselle,
- Monsieur le Directeur Interdépartemental de l'Industrie,
- Monsieur le Maire de la commune de WOIPPY,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à Messieurs les Chefs des Services consultés lors de l'instruction de la demande et à la Société des SABLIERES WALTER, permissionnaire.

Metz, le 24 1960  
LE PREFET,

*[Signature]*  
J. MONTOUT

